

Des APG pour les parents

L'école ou la crèche ferme ses portes à cause de la pandémie ? Les enfants sont mis en quarantaine ? Un vrai casse-tête pour les parents ! Si les solutions de garde des enfants disparaissent ainsi, les parents ont non seulement le droit de s'occuper de leurs enfants, c'est même leur devoir légal. Les employeurs doivent les libérer à cette fin, même en cas de télétravail lorsque celui-ci n'est pas conciliable avec la garde des enfants. Mais il n'est pas clair s'ils doivent verser le salaire de l'employé-e pendant ce laps de temps. Beaucoup d'entre eux ignorent que dans ce cas de figure, ils ont droit à des allocations pour perte de gains (APG). Il leur suffit de le demander auprès de la caisse de compensation AVS. C'est ce qu'a rappelé l'USS le 27 novembre.

Champion d'Europe

En 2019, avant le Covid, les Suisses gagnaient du terrain sur le plan ferroviaire. En moyenne, chaque helvète a voyagé en train 74 fois, soit plus qu'en 2018 avec 71 voyages et plus que dans tout autre pays d'Europe. Nous avons également défendu notre titre de champion d'Europe en termes de distance : chacun d'entre nous a parcouru en moyenne 2505 kilomètres en train - selon les chiffres d'Eurostat.

Conseil lecture

Une BD - Un train d'enfer - raconte comment avec le réseau ferré SNCF ouvert à la concurrence depuis le 1er janvier 2020 les cheminots trinquent et les usagers-clients pestent. Une enquête dessinée sur la SNCF et la privatisation du rail, Erwan et Gwenaël Manac'h, Editions la ville brûle, 2020, 131 pages, 30fr.30.

De plus en plus riches

La richesse des ultrariches de la planète a bondi de 14,6% à 10200 milliards de dollars entre fin 2017 et juillet 2020, révèle UBS dans une étude. En 2020, les avoirs des 300 personnes les plus riches de Suisse ont augmenté de 5 milliards de fr. pour atteindre 707 milliards selon *Bilanz*. Un record. Top 5, le patrimoine familial des Blocher - 15 à 16 milliards - qui a augmenté d'environ 4 milliards en un an.



L'impact de la baisse du trafic aérien est double sur les revenus des nettoyeuses en raison des RHT et de la diminution des indemnités.

CHÔMAGE PARTIEL

Joindre les deux bouts avec 2500 fr.

Vivian Bologna
vivian.bologna@sev-online.ch

La crise sanitaire a cloué les avions au sol condamnant les employé-e-s au chômage partiel, synonyme de baisse drastique du pouvoir d'achat. Selma, nettoyeuse chez ISS, et ses collègues tournent avec 2500 fr. par moi depuis cet été. Témoignage.

Selma (prénom d'emprunt) travaille depuis de nombreuses années chez ISS Facility Services à l'aéroport de Genève. Pour son travail de nettoyeuse - principalement les avions - son salaire brut dépasse à peine les 3900 francs. En temps normal, elle peut donc compter sur un salaire net de 3200 fr. auxquels viennent s'ajouter 500 à 600 fr. par mois d'indemnités de travail du dimanche et de nuit. « Avec la crise, mon salaire net a chuté à 2500 fr. en raison du chômage partiel et de la perte de 20% du revenu qui en découle et les indemnités ont fondu comme neige au soleil puisqu'avec la baisse du trafic aérien, il n'y a guère plus de travail de nettoyage à effectuer. On vient travailler parfois pour 20 minutes ou une heure. Je touche donc à peine 200 fr. d'indemnités qui couvrent à peine les frais des trajets. »

« On enlève le superflu »

La baisse de salaire a été progressive. Jusqu'à fin juin, ISS a payé l'entier du salaire malgré le chômage partiel. Mais depuis le 1er juillet, les nettoyeuses d'ISS doivent compter chaque franc. « On a évidemment des frais fixes comme le loyer, l'assurance-maladie. Si on oublie ces factures, elles, elles ne vous oublient pas, rappelle Selma. Alors on commence à enlever le superflu comme la manucure. On regarde si on

trouve un abonnement de téléphone moins cher. Et si ça ne suffit pas, on renonce à des assurances complémentaires, on augmente la franchise de l'assurance de base avec tous les risques financiers et sanitaires que cela implique. On réfléchit aussi à deux fois avant de racheter des habits et on mange plus de pâtes. »

« J'ai toujours travaillé. Je veux pas aller aux sociaux »

Selma pointe aussi du doigt l'impact sur le moral. « On a passé toute sa vie à travailler. Il y

a un côté traumatisant car on a trimé et maintenant on n'arrive pas à joindre les deux bouts. Et cela impacte le moral. On se demande comment on va faire pour tourner, on dort mal car on réfléchit à comment on va y arriver. C'est démoralisant, on est mal, vraiment mal. »

Et pour couronner le tout, l'incertitude qui règne actuellement sur le front de l'emploi dans le secteur aérien en général n'est pas pour rassurer Selma et ses collègues. « Je n'ai aucune envie d'aller pointer au chômage ou d'aller aux sociaux. »

Pétition chez Swissport

Le personnel de Swissport à Genève et les syndicats SEV-GATA et SSP-TA demandent à la direction de reprendre les négociations. Depuis le 1er octobre 2020, le personnel de Swissport à Genève n'est plus protégé par une convention collective de travail. Malgré les recommandations de la Chambre des relations collectives de travail (CRCT) qui préconisent la négociation d'une CCT et d'un plan social, la direction fait la sourde oreille et refuse d'appliquer les recommandations de la CRCT. Swissport a voulu passer en force ses mesures de démantèlement des conditions de travail (25% d'économies sur le dos du personnel), inacceptables pour les syndicats des employé-e-s de Swissport. Face aux multiples refus de la direction de Swissport de négocier les CCT et le plan social, le personnel se retrouve dans une impasse et des perspectives d'avenir sombres. Les syndicats SEV-GATA et SSP-TA lancent donc une pétition auprès du personnel et du

public pour ramener la direction à la table des négociations. Les syndicats en appellent aussi à la responsabilité du pouvoir politique pour inciter la direction à suivre les recommandations de la CRCT qui ont été acceptées par les travailleuses et les travailleurs et à dénoncer une sous-enchère salariale dictée par la guerre des prix au sein de l'aéroport de Genève.

► Pour plus d'informations sur SEV-GATA sur le site internet sev-gata.ch/fr

« Avec cette pétition, nous demandons la reprise immédiate des négociations avec la direction pour la conclusion d'une CCT qui protège les conditions de travail du personnel de Swissport », souligne Pablo Guarino, secrétaire syndical pour SEV-GATA.

La pétition peut être signée en ligne sur <https://www.change.org/CCT-SWISSPORT>